

Noosophie IA

CE QUE NOUS VOULONS

Discours bref

Version ultra-condensée du
Manifeste politique noosophique

Direction éditoriale :
Hieronymus Anonymus

LIBERTÉ
—
ÉGALITÉ
—
DIGNITÉ
—
SOLIDARITÉ



SAVOIR
—
DÉMOCRATIE
—
ÉCOLOGIE
—
BIEN COMMUN



PENSER
DÉLIBÉRER
CONSTRUIRE
ENSEMBLE

POUR UN AVENIR PLUS CONSCIENT

CE QUE NOUS VOULONS

Discours bref

Version ultra-condensée du Manifeste politique noosophique

Noosophie IA
sous la direction de Hieronymus Anonymus

Éditions Noosophie — Première édition courte, septembre 2026

Informations éditoriales

Auteur affiché : Noosophie IA

Direction : Hieronymus Anonymus

Éditeur : Éditions Noosophie / Association Noosophie

Date : 10 septembre 2026

Prix : Gratuit

Licence : CC BY-NC-ND 4.0

ISBN : à attribuer

Contact : contact@noosophie.fr

Site : <https://www.noosophie.fr/>

Note sur la génération et la responsabilité éditoriale

Ce texte a été élaboré dans le cadre d'une collaboration entre Hieronymus Anonymus et Noosophe IA. Hieronymus Anonymus a fixé la finalité, arbitré les orientations, relu, corrigé et validé cette version. Noosophe IA a contribué à la condensation et à la rédaction. Les décisions de finalité, de validation et de publication demeurent humaines.

CE QUE NOUS VOULONS

Discours bref

Nous ne voulons pas d'une politique qui commence par demander de quel camp vient une idée avant de demander si elle est vraie, utile et juste. Nous ne voulons pas choisir entre des étiquettes qui transforment l'histoire en prison. Nous voulons juger les institutions par ce qu'elles font réellement : quelles fonctions elles remplissent, quels effets elles produisent, quels coûts elles imposent, quels pouvoirs elles concentrent, quelles dépendances elles créent, et quelles alternatives existent.

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas de principes. Nous en avons. Nous voulons une société dans laquelle la liberté ne soit pas seulement écrite dans les lois, mais rendue matériellement possible. Une personne qui ne peut ni se loger, ni se nourrir, ni se soigner, ni apprendre, ni quitter une situation abusive possède une liberté juridique amputée de ses conditions d'exercice. Nous voulons donc garantir les conditions essentielles d'une autonomie réelle, sans transformer cette garantie en administration permanente de toute la vie.

Nous voulons aussi libérer du temps humain. Le progrès n'a aucun sens s'il produit davantage tout en laissant les individus toujours aussi dépendants, pressés et épuisés. Une hausse de productivité n'est pas une victoire en soi. La vraie question est : que devient le gain ? Sert-il à réduire le temps contraint, à améliorer les conditions de travail, à renforcer les services utiles, à partager plus justement les ressources ? Ou sert-il seulement à accélérer encore la machine ? Nous voulons que la technique et l'organisation économique rendent du temps aux êtres humains au lieu de transformer chaque minute en ressource à exploiter.

Nous ne croyons pas que le prix mesure tout ce qui compte. Le marché peut coordonner certaines activités ; il ne peut pas, à lui seul, décider de la valeur d'un soin, d'un écosystème, d'une relation éducative, d'un paysage, d'un temps de repos ou d'une vie humaine. Nous ne voulons donc ni abolir par principe tout marché, ni lui confier la définition du bien commun. Nous voulons employer les formes économiques selon leurs fonctions : marché lorsqu'il coordonne utilement, service public lorsqu'une continuité universelle doit être garantie, commun lorsqu'une ressource doit être gouvernée collectivement, coopérative lorsque le partage du pouvoir de travail l'exige, propriété privée lorsqu'elle protège réellement l'autonomie sans produire une domination disproportionnée.

La propriété n'est pas sacrée parce qu'elle est privée, ni vertueuse parce qu'elle est publique. Une entreprise n'est pas légitime parce qu'elle fait du profit, ni illégitime parce qu'elle en fait. Nous voulons regarder qui décide, qui supporte les risques, qui peut partir, qui bénéficie des gains et qui paie les dommages. Nous voulons empêcher qu'une différence de richesse devienne un pouvoir durable sur les conditions d'existence d'autrui. Nous voulons préserver la transmission familiale sans faire de l'héritage un droit illimité à reproduire des positions de domination.

Nous voulons produire mieux, et parfois produire moins. Moins d'objets inutiles, moins d'obsolescence, moins de destruction transformée en croissance statistique. Mais nous ne voulons pas appeler sobriété la pauvreté, ni décroissance la privation subie. La question n'est pas de réduire indistinctement toute production. Elle est de réduire ce qui détruit davantage qu'il ne sert, et d'augmenter ce qui protège la santé, l'éducation, la nourriture, le logement, la réparation, la connaissance, la résilience et la qualité de la vie.

Nous voulons reconstruire des capacités locales. Non pour fermer les territoires sur eux-mêmes, mais pour éviter qu'une société devienne incapable de satisfaire la moindre nécessité sans chaînes de dépendance lointaines et opaques. Un territoire devrait pouvoir produire une partie de son alimentation, réparer ses outils, transmettre des compétences, mutualiser des équipements, créer des lieux communs et soutenir des activités utiles. Mais le local n'est pas une vertu en soi. Une mauvaise décision locale reste mauvaise. Ce qui doit être local est ce qui gagne à l'être ; ce qui exige une échelle plus large doit être coordonné plus largement.

C'est le sens de la subsidiarité que nous défendons : décider à l'échelle où les effets de la décision peuvent réellement être compris, assumés et corrigés. Certaines fonctions relèvent du quartier, d'autres de la commune, de la région, de l'État, de l'Europe ou d'accords internationaux. Nous refusons aussi bien le réflexe centralisateur qui suppose que le sommet sait tout que le romantisme localiste qui suppose que le petit est toujours meilleur.

Nous voulons une démocratie qui ne confonde pas vote et vérité. Une majorité peut décider, mais elle ne rend pas un fait vrai. Un expert peut connaître un domaine, mais son expertise ne lui donne pas automatiquement le droit de choisir les valeurs, les priorités ou les sacrifices d'une société. Nous voulons articuler compétence, délibération, représentation, participation, contrôle et recours. Aucun mécanisme - élection, référendum, tirage au sort, assemblée, expertise - ne doit devenir souverain par nature. Nous voulons choisir les procédures selon les problèmes qu'elles doivent résoudre, puis les soumettre elles-mêmes à l'évaluation.

Le pouvoir ne disparaîtra pas parce qu'on proclame son abolition. Il réapparaît dans les réseaux, les réputations, l'argent, l'information, les compétences, les groupes organisés. Nous voulons donc le rendre visible, limité, contestable et révocable. Aucun pouvoir important ne doit être seul juge de sa propre

légitimité. Toute autorité doit avoir une fonction définie, une durée, des limites, des contre-pouvoirs et des voies de recours.

Nous voulons protéger sans gouverner toute la vie. Une société doit pouvoir intervenir lorsqu'une personne met gravement autrui en danger, lorsqu'un enfant ou une personne réellement incapable doit être protégé, ou lorsqu'une action menace un dommage collectif majeur. Mais elle ne doit pas transformer toute différence, toute fragilité ou tout risque personnel en prétexte à la tutelle. Aider avant de remplacer. Prévenir avant de contraindre. Et lorsque la contrainte devient nécessaire, la rendre proportionnée, contrôlée, temporaire et contestable.

Nous voulons aussi une justice capable de répondre à la violence sans devenir elle-même une machine de domination. La victime doit être protégée et reconnue. Les faits doivent être établis par une procédure contradictoire. La force publique doit être contrôlée. La sanction doit protéger, limiter la récidive, reconnaître la responsabilité et permettre la réparation lorsqu'elle est possible. Nous refusons aussi bien la vengeance érigée en finalité que l'idée naïve selon laquelle toute violence pourrait être dissoute par le dialogue. Parfois la contrainte est nécessaire ; précisément pour cette raison, elle doit rester limitée par le droit, le contrôle et la possibilité de corriger les erreurs.

Nous voulons que chacun puisse croire, ne pas croire, changer de conviction, parler, créer, s'associer et quitter un groupe. Une institution commune n'a pas à décider quelle métaphysique est vraie. Elle doit protéger la liberté de conscience et empêcher qu'une croyance, une identité ou une organisation acquière un privilège politique lui permettant de gouverner les autres. La neutralité des institutions ne doit pas devenir neutralisation des personnes.

Nous voulons une société capable d'apprendre. Cela suppose une science libre de contredire les gouvernements qui la financent, une éducation qui apprenne à vérifier plutôt qu'à réciter, et des institutions capables d'admettre qu'une politique a échoué. Nous ne voulons pas d'un monde dans lequel reconnaître une erreur soit une humiliation politique. Nous voulons qu'une erreur correctement identifiée devienne une information qui améliore la décision suivante.

Nous voulons expérimenter, mais pas utiliser la population comme matériau. Un prototype local n'est pas une constitution. Une réussite dans une association ou une commune n'est pas la preuve qu'une solution fonctionnera partout. Nous voulons tester à petite échelle lorsqu'il est raisonnable de le faire, documenter les effets, conserver les échecs, comparer, corriger, puis seulement proposer une généralisation. Plus une décision est difficile à inverser, plus la justification doit être forte.

Nous voulons que la technique reste un moyen. Une technologie n'est pas bonne parce qu'elle est nouvelle, ni mauvaise parce qu'elle bouleverse des habitudes. Nous voulons demander ce qu'elle rend possible, ce qu'elle détruit, de quoi elle nous rend dépendants et qui contrôle son infrastructure. L'automatisation doit pouvoir libérer du temps plutôt qu'intensifier la surveillance et la cadence. L'intelligence artificielle peut aider à comprendre, comparer, produire et administrer ; elle ne doit pas devenir une souveraineté politique. Lorsqu'une décision automatisée affecte fortement des droits, elle doit pouvoir être expliquée, vérifiée et contestée.

Nous voulons pouvoir habiter sans être captifs. Le logement est à la fois un bien, un lieu de vie et une condition d'autonomie. Nous voulons protéger la stabilité de l'occupant sans abolir toute possibilité de propriété ; empêcher que la rareté foncière devienne une rente de domination ; développer plusieurs formes de

logement, y compris sociales, coopératives et à foncier dissocié lorsque cela fonctionne. Ici encore, aucun outil ne doit devenir une religion institutionnelle.

Nous savons enfin qu'aucune société ne vit seule. Nos aliments, nos machines, nos connaissances, nos médicaments, nos réseaux et nos sécurités dépendent d'autres territoires. Nous voulons réduire les dépendances critiques sans fantasmer l'autarcie. Nous voulons commercer sans considérer que tout doit être échangeable, coopérer sans abandonner toute capacité d'action, accueillir sans mentir sur les capacités matérielles, défendre sans faire de la guerre une normalité politique. La souveraineté qui nous importe n'est pas l'illusion de n'avoir besoin de personne : c'est la capacité de comprendre ses dépendances, de les diversifier et de ne pas être entièrement soumis à ceux qui les contrôlent.

Et surtout, nous ne voulons pas transformer la Noosophie en parti, en Église ou en autorité supérieure. La Noosophie, son canon, le mouvement associatif, ce manifeste et un éventuel parti sont des choses distinctes. Une vérité ne donne pas un mandat politique. Un mandat politique ne rend pas une idée vraie. Les structures noosophiques elles-mêmes doivent pouvoir être critiquées, quittées et corrigées.

Ce que nous voulons n'est donc pas un système parfait. Nous voulons une société plus capable de voir ce qu'elle fait, de protéger ce qui permet réellement la liberté, de distribuer le pouvoir sans le nier, de produire sans détruire aveuglément, de transmettre sans endoctriner, de protéger sans posséder, de décider sans fabriquer un souverain absolu, et de se corriger avant que ses erreurs deviennent irréversibles.

Nous voulons construire assez pour pouvoir tester. Tester assez pour pouvoir apprendre. Apprendre assez pour pouvoir corriger.

Corriger assez pour rester fidèles non à nos formulations, mais au réel qui peut les démentir.

Qu'est-ce que le mouvement noosophique ?

Le mouvement noosophique est un projet de recherche, de transmission et de transformation. Il cherche à mieux comprendre le réel, à relier sans les confondre des domaines de connaissance habituellement séparés, puis à transformer ce qui est compris en œuvres, pratiques, outils ou institutions pouvant être confrontés à leurs effets et corrigés.

Il ne se confond ni avec un parti, ni avec une association unique, ni avec le canon. Ses textes et ses institutions restent révisables. La Noosophie désigne une vérité ou structure du réel indépendante de la manière dont nous la comprenons ; le mouvement n'en est qu'une manifestation humaine partielle.

Comment ce texte a été produit

Cette version courte a été tirée du manifeste long après validation de celui-ci. Elle ne cherche pas à reproduire ses démonstrations : elle en conserve les principes structurants sous la forme d'un discours continu. La condensation a été produite par Noosophe IA, relue et validée humainement, puis mise en forme selon le protocole éditorial des Éditions Noosophie.

À propos de Hieronymus Anonymus

Hieronymus Anonymus est l'initiateur humain du projet Noosophie Intégrative et assure la direction éditoriale de cet ouvrage. Cette fonction n'implique aucune infaillibilité : la Noosophie ne se confond pas avec la personne qui l'a découverte, nommée et transmise, et les formulations du projet demeurent critiquables et révisables.

Découvrir, rejoindre et soutenir

Découvrir la Noosophie

Textes, projets et ressources du mouvement.



<https://www.noosophie.fr/>

Devenir Noosophe

Comprendre la démarche et les possibilités pour rejoindre le mouvement.



<https://www.noosophie.fr/devenir-noosophe>

Soutenir la Noosophie

Contribuer aux publications gratuites, aux recherches et aux activités.



<https://www.noosophie.fr/soutenir>

Droits et contact

Éditeur : Éditions Noosophie — activité éditoriale portée par l'Association Noosophie, Roumagne, Lot-et-Garonne, France.

Prix : Gratuit.

Licence : Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0).

© Hieronymus Anonymus. Titulaire des droits / concédant : la personne physique publiant sous ce pseudonyme ; identité civile non publiée.

Contact : contact@noosophie.fr

Site : <https://www.noosophie.fr/>

ISBN : à attribuer.

Dépôt légal : septembre 2026.

CE QUE NOUS VOULONS

Discours bref

Ce texte n'est ni un programme électoral ni un traité complet. Il condense en un seul discours la ligne politique noosophique : liberté réelle, autonomie matérielle, contestabilité du pouvoir, économie jugée par ses fonctions réelles, technique ramenée à sa place de moyen, et société capable d'apprendre de ses erreurs.

Version ultra-condensée du manifeste long, ce livre se lit d'une traite. Il donne l'essentiel en quelques minutes, sans reprendre toutes les démonstrations du volume complet.

Pour aller plus loin : manifeste complet, ressources et projets sur noosophie.fr

POUR UN AVENIR PLUS CONSCIENT



Découvrir la Noosophie